



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St., / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**OR via ePost Connect**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services - EL Division/Services

professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Services Professional - SPICT 2		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> FP845-190030/A	<b>Date</b> 2019-11-15	
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> FP845-190030		
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-618-37024		
<b>File No. - N° de dossier</b> 618el.FP845-190030	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-12-09</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Laassouli(EL DIV.), Hicham		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 618el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-9817 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 200 KENT ST. 12S037 OTTAWA Ontario K1A0E6 Canada		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**DEMANDE DE SOUMISSIONS**

**POUR LE CONTRAT CONCLU DANS LE CADRE  
DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)  
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE  
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)  
NIVEAU 2**

**DIVERS CATÉGORIES DE RESSOURCES**

**POUR**

**MINISTÈRE DES PÊCHES ET OCÉANS CANADA (MPO)**

## Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Sommaire .....	5
1.3 Compte rendu .....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES .....	7
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées .....	7
2.2 Présentation des soumissions.....	7
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission.....	8
2.4 Ancien fonctionnaire .....	8
2.5 Lois applicables .....	10
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions .....	10
2.7 Données volumétriques.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions .....	11
3.2 Section I : Soumission technique.....	13
3.3 Section II : Soumission financière.....	15
3.4 Section III : Attestations.....	15
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....	16
4.1 Procédures d'évaluation.....	16
4.2 Évaluation technique .....	20
4.3 Évaluation financière .....	21
4.4 Méthode de sélection.....	25
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	27
5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires .	27
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	29
6.1 Exigences relatives à la sécurité.....	29
6.2 Capacité financière .....	29
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	30
7.1 Besoin .....	30

7.2	Autorisation de tâches .....	30
7.3	Garantie des travaux minimums .....	33
7.4	Clauses et conditions uniformisées .....	33
7.5	Exigences relatives à la sécurité.....	34
7.6	Période du contrat.....	35
7.7	Responsables .....	35
7.8	Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires.....	36
7.9	Paie.....	36
7.10	Instructions relatives à la facturation .....	38
7.11	Attestations.....	38
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur.....	38
7.13	Lois applicables .....	39
7.14	Ordre de priorité des documents .....	39
7.15	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	39
7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger).....	39
7.17	Exigences en matière d'assurance.....	39
7.18	Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	41
7.19	Entrepreneur en coentreprise.....	43
7.20	Services professionnels – Généralités.....	43
7.21	Préservation des supports électroniques .....	45
7.22	Déclarations et garanties .....	45
7.23	Accès aux biens et aux installations du Canada.....	45
7.24	Responsabilités relatives au protocole d'identification .....	45

**Liste des annexes du contrat subséquent :**

Annexe A Énoncé des travaux

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Appendice A de l'annexe A - Procédure d'attribution de tâches

Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâche (AT)

Appendice C de l'annexe A - Critère d'évaluation des ressources et tableau de réponse

Appendice D de l'annexe A - Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche

**Liste des pièces jointes**

Pièce jointe 1: Formulaire de présentation des soumissions

Pièce jointe 2: Critères d'évaluation des soumissions

Pièce jointe 3: Barème de prix

Pièce jointe 4: Programme des entrepreneurs fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

## PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

### 1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin de Pêche et Océans Canada (PCO) (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA pour des SPICT.
- (b) Elle vise l'attribution d'un contrat d'une année, comprenant 3 options irrévocables d'une année, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (APTGP) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- (e) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (f) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur

soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

- (g) Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent un AMA pour des SPICT au palier 2, au moment de la clôture des soumissions, dans toutes les catégories de ressources requises dans cet appel d'offres et dans la région de la capitale nationale dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (h) Les catégories de ressources énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'annexe A de l'AMA pour des SPICT.

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	1
G.1. Analyste en géomatique	2	1
G.2. Spécialiste en géomatique	2	1
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	1
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	1
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	1

### 1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2019-03-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a. de l'article 01 « Dispositions relatives à l'intégrité – soumission » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
  - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms,
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
  - 1. Télécopieur

En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

### 2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse de TPSGC indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.

**Remarque :** Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postal pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

[tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

**Remarque :** Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des



soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

### 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la **transmission des réponses** à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### 2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### (b) Définitions

Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17; à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

**(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

**(d) Directive sur le réaménagement des effectifs**

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

## 2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

## 2.7 Données volumétriques

Le nombre estimatif de ressources requises par catégorie ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

#### (a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
  - (A) Section I : Soumission technique
  - (B) Section II : Soumission financière
  - (C) Section III : Attestations
- (iii) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » à <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur>.

#### (b) Transmission d'une soumission sur support électronique (clé USB)

- (i) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur support électronique par l'entremise du Module de réception des soumissions de TPSGC, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :
  - (A) Section I : Soumission technique – une copie électronique sur clé USB.
  - (B) Section II : Soumission financière – une copie électronique DISTINCTE sur clé USB.
  - (C) Section III : Attestations – une copie électronique sur clé USB.
- (d) Si le soumissionnaire fournit simultanément une copie de la soumission à l'aide du service Connexion postal et une copie sur support électronique, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la version soumise à l'aide du service Connexion postal et celui de la version soumise sur support électronique, le libellé de la version transmise à l'aide du service Connexion postal aura préséance.
- (e) Le Canada ne demande pas de copie papier de la soumission. Toutefois, si le soumissionnaire transmet une copie papier de sa soumission, et s'il y a incompatibilité entre le libellé de la copie soumise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique, le libellé de la copie transmise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique aura préséance sur le libellé de la copie papier.
- (f) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (g) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
  - (i) utiliser un format de page de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
  - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
  - (iii) inclure une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;

- (iv) inclure une table des matières.
- (i) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :
  - (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
  - (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
- (j) **Présentation d'une seule soumission** :
  - (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
  - (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
    - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);
    - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
    - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
    - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
  - (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.
- (k) **Expérience de la coentreprise** :
  - (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

### 3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

(ii) **Justification de la conformité technique :**

- (A) **Critères techniques obligatoires :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (B) **Critères techniques cotés :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

(iii) **Coordonnées de clients cités en référence :**

- (A) Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, demander qu'un soumissionnaire fournisse des références de clients. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le soumissionnaire aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements requis au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable. Ces références de clients doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la pièce jointe 2.
- (B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

*[Exemple de question destinée aux clients cités en référence : « [Nom du soumissionnaire] a-t-il fourni des services de [décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services ont dû être fournis] à votre organisation? »*

\_\_\_ *Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*

\_\_\_ *Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*



\_\_\_ Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.

- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

### 3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au barème de prix fourni à la pièce jointe 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.
- (b) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

### 3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des *personnes*-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
  - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
  - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
    - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
    - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
  - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

#### 4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

##### 4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) décrit ci-dessous pour ce besoin SEULEMENT si le Canada reçoit 4 soumissions ou moins pour répondre au besoin à la date de clôture de la demande de soumissions.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES

I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

#### **4.1.1.2 Phase I: Soumission financière**

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences

examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.

- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

#### 4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectées. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

**4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission**

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

**4.2 Évaluation technique****(a) Critères techniques obligatoires :**

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 2.
- (iii) S'il y a lieu, le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera uniquement aux exigences techniques obligatoires indiquées par l'exposant <sup>(PC)</sup>. Les exigences techniques obligatoires non affectées de l'exposant <sup>(PC)</sup> ne seront pas assujetties au Processus de conformité des soumissions en phases.

**(b) Critères techniques cotés**

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 2.

**(c) Nombre de ressources évaluées**

Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice C de l'annexe A.

**(d) Vérification des références**

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature pourrait être recommandée en vue de l'attribution du contrat.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel le même jour aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou





Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire au tableau 1 ci-dessous dans les limites de la fourchette des médianes

- (C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	TOTAL DES POINTS
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
G.1. Analyste en géomatique	200	200	200	200	800
G.2. Spécialiste en géomatique	100	100	100	100	400
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	50	50	50	50	200
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
<b>TOTAL</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>2,600</b>

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

- (iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
<b>Programmeur</b>	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
<b>Analyste des activités</b>	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$
<b>Gestionnaire de projet</b>	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
<b>TOTAL</b>	<b>300</b>						
<b>ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources</b>							
(Médiane 1) Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.							

(Médiane 2)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.
(Médiane 3)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.
(Médiane 4)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.
(Médiane 5)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.
(Médiane 6)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.
<b>ÉTAPE 2 – Attribution des points</b>	
<b>Soumissionnaire 1</b>	
Programmeur - année 1 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Programmeur - année 2 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 1 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 2 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$
<b>Soumissionnaire 2</b>	
Programmeur - année 1 =	71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités – année 2 =	48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 1 =	23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
<b>Soumissionnaire 3</b>	
Programmeur - année 1 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	46,15 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 2 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)



Gestionnaire de projet - année 2 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
<b>ÉTAPE 3 – Note financière</b>
<b>Soumissionnaire 1 :</b> $75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 =$ note financière totale de 272,22 points sur un total possible de 300 points
<b>Soumissionnaire 2 :</b> $71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 =$ note financière totale de 284,82 points sur un total possible de 300 points
<b>Soumissionnaire 3 :</b> $66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 =$ note financière totale de 229,49 points sur un total possible de 300 points

(d) **Évaluation financière – Méthode B :** La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

(i) **ÉTAPE 1 – ATTRIBUTION DES POINTS :** Pour chaque période et chaque catégorie de ressources, les points seront attribués de la façon suivante :

(A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 3 ci-dessous}$$

Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 3 ci-dessous.

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS					
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
G.1. Analyste en géomatique	200	200	200	200	800
G.2. Spécialiste en géomatique	100	100	100	100	400
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	50	50	50	50	200
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	100	100	100	100	400
<b>TOTAL</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>2,600</b>

(ii) **ÉTAPE 2 – NOTE FINANCIÈRE :** On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 1 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

**(e) Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins trois (3) mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

**(f) Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

**4.4 Méthode de sélection****(a) Évaluation des soumissions – Plusieurs contrats attribués pour plusieurs volets de travail**

**Processus de sélection :** Le processus de sélection suivant sera suivi.

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
  - (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
    - (A) Calcul de la note technique totale : on calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
$$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale (Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale à la pièce jointe 2)}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$
    - (B) Calcul de la note financière totale : on calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
$$\frac{\text{Note financière}}{\text{Maximum de points attribués total (Soumissionnaires, veuillez consulter le maximum de points attribués total)}} \times 40 = \text{Note financière totale}$$
    - (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :
$$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$
  - (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale, le soumissionnaire ayant obtenu la note financière totale la plus élevée sera classé au premier rang.
- (b) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

#### (a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 4, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 4 - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

#### (b) Attestation linguistique – anglais essentiel

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission :

**Unilingue anglais** - maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

**(c) Présentation d'une seule soumission**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

### **6.2 Capacité financière**

- (a) La clause A9033T du Guide des CUA (2012-07-16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

## PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

**Remarque à l'intention des soumissionnaires:** *Tout contrat résultant listera seulement les volets pertinents ci-dessus qui seront attribués aux soumissionnaires acceptés conformément à la méthode d'évaluation décrite dans la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution d'un ou plusieurs volets, le Canada se réserve le droit d'attribuer un contrat pour tous les volets de travail alloués à ce soumissionnaire.*

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 7.1 Besoin

- (a) \_\_\_\_\_ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est le Ministère des Pêches et Océans Canada (MPO).
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille.

### 7.2 Autorisation de tâches

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- d) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.

e) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches :**

- (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâches à l'aide du formulaire figurant à l'annexe ☐.
- (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
  - (A) Le numéro de contrat;
  - (B) le numéro de tâche;
  - (C) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
  - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
  - (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
  - (F) les dates de début et de fin;
  - (G) toute option pour prolonger la date de fin initiale (s'il y a lieu);
  - (H) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
  - (I) le nombre de jours-personnes requis;
  - (J) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
  - (K) le profil linguistique des ressources requises;
  - (L) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
  - (M) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
  - (N) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

- f) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches :** L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 5 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.

g) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**

- (i) Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :



- (A) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 250 000,00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le responsable technique.
- (B) toute autorisation de tâches, incluant les révisions, d'une valeur supérieure à ce montant doit être signée par :
  - (1) le responsable technique;
  - (2) l'autorité contractante.

Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée au paragraphe (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

h) **Rapports d'utilisation périodique :**

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.
- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :
  - (A) premier trimestre : du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin;
  - (B) deuxième trimestre : du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre;
  - (C) troisième trimestre : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre;
  - (D) quatrième trimestre : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.
- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):
  - (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
  - (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
  - (C) le nom, la catégorie de ressources de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
  - (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
  - (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
  - (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;

- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).
- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié):
  - (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
  - (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.
- i) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives** : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

### 7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :
  - (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
  - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente 20 000,00 \$ (excluant les taxes applicables).
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
  - (i) pour manquement;
  - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
  - (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

### 7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- (a) **Conditions générales** :
  - (i) Le document 2035 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
  - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
  - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## 7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS#6 et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité des contrats), conformément à l'annexe B de l'arrangement en matière d'approvisionnement), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- (a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes ou de l'arrangement en matière d'approvisionnement, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)
- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous détenir une cote de **fiabilité** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC/TPSGC
- (c) L'entrepreneur ou l'offrant ne doit pas emporter de renseignements ou de biens protégés hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte
- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC/TPSGC
- (e) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C
- (ii) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)

## 7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
- (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 1 an plus tard;
  - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat** :
- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 3 périodes supplémentaires de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.
  - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## 7.7 Responsables

### (a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Hicham Laassouli

Titre : Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition des services professionnels

Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec)

Téléphone : 613-858-9817

Adresse électronique : [hicham.laassouli@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:hicham.laassouli@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### (b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(À remplir au moment de l'attribution du contrat)*

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

Le responsable technique [représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le

responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur** (*À remplir au moment de l'attribution du contrat*)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Adresse électronique : \_\_\_\_\_

## 7.8 Divulcation proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique des marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

## 7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum**: Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches à un prix ferme** : Pour la prestation de services professionnels, sur demande par le Canada et conformément à une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches (selon les tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B), taxes applicables en plus.
- (iii) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (iv) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur** : L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.
- (v) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits

en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
  - (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
  - (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum :** Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(d) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches à prix ferme – Paiement forfaitaire à la fin des travaux :** Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux liés à l'autorisation de tâches valide seront terminés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;



(iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(e) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

(f) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture des bureaux.
- (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

**7.10 Instructions relatives à la facturation**

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture. L'entrepreneur doit également fournir une copie des factures à l'autorité contractante, à la demande de celle-ci.

**7.11 Attestations**

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

**7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur**

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la [« Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux »](#). L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### 7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

### 7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
  - (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
  - (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (2018-06-21) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
  - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
  - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
  - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
  - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (h) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_ clarifiée le \_\_\_\_\_ ou modifiée le \_\_\_\_\_ .

### 7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

### 7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

### 7.17 Exigences en matière d'assurance

#### (a) Conformité aux exigences en matière d'assurance

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.



- 
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
  - (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.
- (b) **Assurance responsabilité civile commerciale**
- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
  - (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
    - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
    - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
    - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
    - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
    - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
    - (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
    - (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
    - (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
-

- (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
  - (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- (c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**
- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
  - (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - (iii) L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

#### **7.18 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information**

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de première partie :**
- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
    - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
    - (B) toute blessure physique, y compris la mort.

- 
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.
- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.
- (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
- (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
- (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.
- En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.
- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.
- (c) **Réclamations de tiers :**
- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des
-

dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.

- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

#### 7.19 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est \_\_\_\_\_ et qu'elle est formée des membres suivants : *[À remplir au moment de l'attribution du contrat]*.
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) \_\_\_\_\_ a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
- (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
- (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

#### 7.20 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de

la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.

- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

**Remplacement d'individus spécifiques**

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :

- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
- (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :

- (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
- (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

**7.21 Préservation des supports électroniques**

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

**7.22 Déclarations et garanties**

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

**7.23 Accès aux biens et aux installations du Canada**

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

**7.24 Responsabilités relatives au protocole d'identification**

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action

au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.

- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.



## **ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

### **1 Titre : Projet de développement de la planification spatiale maritime - IDSM**

### **2 Généralités**

#### **2.1 Objectif**

Pêches et Océans Canada (MPO) a besoin de ressources professionnelles en informatique sur demande afin d'appuyer le prototypage d'applications à valeur ajoutée pour la plateforme du Système d'information géographique d'entreprise.

#### **2.2 Contexte**

Pêches et Océans Canada (MPO) élabore actuellement une infrastructure de données spatiales maritime (IDSM) pour améliorer l'utilisation, l'accès, la visualisation, l'analyse et la diffusion des données spatiales à l'appui de la planification spatiale marine (PSM). Au cours des premières phases de ce projet, des éléments clés de l'IDSM ont été mis en place, notamment l'infrastructure physique et l'infrastructure nuagique, une présence sur le Web, une série d'ensembles de données, des applications et des cartes récits. Le projet IDSM ajoutera d'autres ensembles de données, nécessitera la création d'applications et de cartes récits supplémentaires pour permettre l'analyse et la diffusion de l'information à l'appui de la PSM et d'autres priorités du MPO à compter de 2019-2023.

#### **2.3 Portée**

- La portée du travail couvre des activités et des composantes interreliées précises, y compris la création de contenu pour améliorer une page d'accueil de l'IDSM qui est conforme aux directives du gouvernement du Canada (GC), aux fonctionnalités et aux spécifications du MPO, ainsi que la préparation de documents sur les exigences opérationnelles et la mise au point de prototypes d'applications à l'appui des programmes et des activités du MPO. Ce projet pourrait nécessiter des liaisons avec certains secteurs d'autres ministères fédéraux partenaires. L'objectif principal de l'IDSM est de fournir des applications ciblées et à valeur ajoutée au moyen des données du MPO pour appuyer les analyses fondées sur des données probantes, la prise de décisions et la diffusion des données. Chaque application sera parrainée par un promoteur et une équipe d'experts en la matière, qui posséderont et géreront les données requises par l'application en cours de conception.
- La première partie du travail consiste à recueillir les exigences relatives à l'application auprès de ses promoteurs et à rencontrer les membres de leur équipe. L'entrepreneur devra travailler avec le promoteur pour préciser les exigences afin de remplir un formulaire prédéfini de quatre pages requis par la Gestion de l'information et les services de la technologie (GI-ST) du MPO. Il peut s'agir d'un processus itératif nécessitant trois ou quatre itérations, avec des délais imposés, pour assurer des réponses rapides de la part des clients.
- Une fois les exigences déterminées, il faut recueillir les données de l'équipe de parrains de l'application afin de créer une maquette de l'application. La maquette doit être créée à l'aide de la technologie, des modèles, des gadgets logiciels et des outils ESRI, qui sont pris en charge par l'équipe de GI-ST du SIG du MPO.
- Une personnalisation poussée à l'aide de modèles ESRI, d'outils, de divers gadgets logiciels et de maquettes sera nécessaire pour créer les applications de l'IDSM décrites dans ce projet. Le

développement efficace, rationalisé et opérationnel devrait s'étendre sur quatre ans pour la planification spatiale marine, en plus des autres priorités actuelles et nouvelles du MPO.

- La validation des exigences auprès du promoteur de l'application et de son équipe permettra de garantir que l'application répondra aux besoins du client et que les exigences ont été bien comprises. Cela peut aussi être un processus itératif et nécessiter tout au plus trois à quatre itérations avec des délais imposés. L'approbation finale des exigences et de la maquette par le parrain de l'application et son équipe marque la fin de ce processus.
- Une fois l'approbation reçue du parrain de l'application, le formulaire des exigences opérationnelles est finalisé et le formulaire, les données et la maquette sont transférés à l'équipe SIG de la GI-ST, qui sera responsable du déploiement et du développement de l'application sur les serveurs de développement, des essais sur les serveurs d'essai et de l'approbation finale du déploiement sur les serveurs de production de l'IDSM.
- À l'heure actuelle, l'environnement IDSM au MPO comprend des serveurs physiques distincts pour le développement, les essais et la production, ainsi qu'un environnement nuagique. Nous avons également une page Web interne présentant les différentes applications développées sur ces serveurs. C'est sur cet environnement qu'il faut s'appuyer. La PSM du MPO devrait fournir de nombreux ensembles de données (les groupes de Sciences et Océans étant les principaux contributeurs), afin de soutenir cet effort de développement continu. Les données peuvent être stockées là où elles sont conservées par les propriétaires ou sur l'infrastructure IDSM.

## **2.4 Calendrier**

- Début estimé : Exercice financier 2019-2020
- Date d'achèvement prévue de la phase 1 : Fin de l'exercice financier 2019-2020
- Date d'achèvement prévue de la phase 2 : Fin de l'exercice financier 2020-2021
- Date d'achèvement prévue de la phase 3 : Fin de l'exercice financier 2021-2022
- Date d'achèvement prévue de la phase 4 : Fin de l'exercice financier 2022-2023

## **2.5 Phases des travaux**

### **2.5.1 Phase 1 :**

- L'entrepreneur, en collaboration avec l'équipe de l'IDSM, l'équipe des Communications du MPO et l'équipe SIG de la GI-ST du MPO, devra modifier la présence sur le Web de l'IDSM afin de tenir compte de l'ajout de nouvelles applications, de cartes récits et d'ensembles de données pour le programme de PSM sous les visualiseurs thématiques et juridiques.
- Les applications prototypées par l'entrepreneur en 2019-2020 devront passer par le processus actuel de priorisation et d'approbation du MPO utilisé dans le contexte du Plan de protection des océans (PPO) et doivent être disponibles sur le site Web de l'IDSM. La priorité des demandes sera définie par l'équipe IDSM du MPO. Le processus créé par l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants : l'intégration opérationnelle, les exigences relatives à l'application, la maquette ou le prototype de l'application et, enfin, l'approbation de l'application par le promoteur et son équipe avant que la publication puisse être approuvée. Les Communications doivent valider la conformité du contenu en ligne aux Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) et vérifier l'emploi d'un langage clair.

**2.5.2 Phase 2**

- Activités incluses dans la phase 1, plus :
- L'entrepreneur est responsable des modifications et de l'entretien des prototypes qui n'ont pas encore été migrés dans l'infrastructure du MPO.
- L'entrepreneur, en collaboration avec l'équipe de l'IDSM, l'équipe des Communications du MPO et l'équipe SIG de la GI-ST du MPO, devra modifier la présence sur le Web de l'IDSM afin de tenir compte de l'ajout de nouvelles applications, de cartes récits et d'ensembles de données pour le programme de PSM sous les visualiseurs thématiques et juridiques.
- L'entrepreneur devra fournir les applications qu'il aura créées en 2020-2021 afin qu'elles soient disponibles sur la page d'accueil de l'IDSM.

**2.5.3 Phase 3 :**

- Activités incluses dans les phases précédentes, plus :
- L'entrepreneur est responsable des modifications et de l'entretien des prototypes qui n'ont pas encore été migrés dans l'infrastructure du MPO.
- L'entrepreneur, en collaboration avec l'équipe de l'IDSM, l'équipe des Communications du MPO et l'équipe SIG de la GI-ST du MPO, devra modifier la présence sur le Web de l'IDSM afin de tenir compte de l'ajout de nouvelles applications, de cartes récits et d'ensembles de données pour le programme de PSM sous les visualiseurs thématiques et juridiques.
- L'entrepreneur devra fournir les applications qu'il aura créées en 2021-2022 afin qu'elles soient disponibles sur la page d'accueil de l'IDSM.

**2.5.4 Phase 4**

- Activités incluses dans les phases précédentes, plus :
- L'entrepreneur est responsable des modifications et de l'entretien des prototypes qui n'ont pas encore été migrés dans l'infrastructure du MPO.
- L'entrepreneur, en collaboration avec l'équipe de l'IDSM, l'équipe des Communications du MPO et l'équipe SIG de la GI-ST du MPO, devra modifier la présence sur le Web de l'IDSM afin de tenir compte de l'ajout de nouvelles applications, de cartes récits et d'ensembles de données pour le programme de PSM sous les visualiseurs thématiques et juridiques.
- L'entrepreneur devra fournir les applications qu'il aura créées en 2022-2023 afin qu'elles soient disponibles sur la page d'accueil de l'IDSM.

**2.6 Contraintes et politiques****L'entrepreneur doit s'assurer que :**

- Tous les composants développés sont conformes aux WCAG et largement conformes aux directives du GC.
  - Vérification de la conformité : <https://achecker.ca/checker/index.php> [en anglais seulement]
  - Documents sur les WCAG : <http://www.w3.org/WAI/standards-guidelines/wcag/> [en anglais seulement]
- L'IDSM doit prendre en charge uniquement les données et les applications qui comprennent des métadonnées conformes à la norme ISO 19115:2003 et au Profil nord-américain harmonisé (PNAH) imposé au GC par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT).
- Les développements de l'IDSM doivent être conformes aux normes de l'Open Geospatial Consortium (OGC) et de l'Infrastructure canadienne de données géospatiales (ICDG).
- Les ensembles de données partagés au moyen des applications de l'IDSM doivent être accompagnés de métadonnées appropriées et d'une carte compatible (sans se limiter au WMS,

WFS, REST) afin de pouvoir être échangés dans le cadre des diverses initiatives du gouvernement ouvert lorsque le propriétaire des données l'autorise : plateforme géospatiale fédérale (PGF), Cartes ouvertes et Données ouvertes.

## **2.7 Lieu de travail**

L'entrepreneur n'a pas besoin de travailler sur place ni d'utiliser des actifs du gouvernement du Canada. Le lieu de travail est hors site et, par conséquent, cette exigence ne couvrira pas les frais de déplacement et de subsistance.

## **2.8 Réunions d'étape**

Une réunion et un rapport d'étape hebdomadaires sont requis, en plus d'une présentation et d'un rapport mensuels au directeur de l'hydrographie du SHC sur l'état d'avancement des travaux, y compris l'indication des travaux réalisés, les échéanciers proposés, les problèmes ou les préoccupations, ainsi que les solutions possibles.

## **2.9 Produits livrables**

À la fin de chacune des quatre phases, les éléments suivants sont requis :

- Les applications de l'IDSM mises à jour doivent être fournies dans l'infrastructure IDSM du MPO et sur place.
- Rapport décrivant les éléments qui n'ont pas été achevés, avec justification et chemin de solution.

## **2.10 Catégories de ressources**

Les catégories de ressources ci-après sont requises sur demande, conformément au niveau 2 des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) :

- G.8 Gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique, niveau 2
- G.1 Analyste en géomatique, niveau 2
- G.2 Spécialiste en géomatique, niveau 2
- G.4 Architecte d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3
- G.3 Analyste d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3
- G.7 Programmeur-analyste d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3

## **2.11 Langue**

Tous les produits livrables doivent être livrés en anglais et en français. L'entrepreneur est responsable de la traduction de tout le contenu en français. Les couches de données doivent être fournies avec les métadonnées H-NAP ISO 19115:2003 en format bilingue, français et anglais.

## **2.12 Exigences en matière de conformité**

L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les applications :

- sont conformes aux WCAG. On s'attend à ce que les limites des WCAG soient communiquées rapidement et à ce que des solutions de rechange soient proposées afin d'atteindre l'objectif visé par l'application.
- soient bilingues (anglais et français).
- soient accompagnées de métadonnées complètes, conformément aux normes et aux pratiques exemplaires PGF, PNAH et ISO 19115:2003. Une série de modèles seront fournis et devront être rédigés par l'entrepreneur, puis examinés par l'autorité technique. Les limites rencontrées doivent être relevées et des solutions d'atténuation proposées.
- être conformes aux normes de l'OGC et aux technologies ArcGIS Online.

- Il faut évaluer les fonctionnalités de Geocortex et les solutions de rechange nécessaires pour répondre aux exigences des WCAG et du bilinguisme.
- Toutes les applications développées doivent suivre la normalisation des sites Internet, d'après les obligations découlant des lignes directrices et des pratiques exemplaires du Secrétariat du Conseil du Trésor.

### 3 Tâches

#### 3.1 G.8 Gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter, les environnements des technologies de l'information et des systèmes d'information géographique.**

- Définit et documente les objectifs du projet; détermine les exigences budgétaires, la composition, les rôles et responsabilités, et le mandat de l'équipe de projet.
- Gère le projet pendant la collecte initiale des besoins, la mise en œuvre et le démarrage des opérations en s'assurant que les ressources sont mises à disposition, que le projet est établi et rendu pleinement opérationnel dans les délais, les coûts et les paramètres de rendement convenus.
- Formule les énoncés des problèmes; établit des procédures pour l'avancement et la mise en œuvre d'éléments importants, nouveaux ou modifiés du projet afin de résoudre ces problèmes, et obtient l'approbation connexe.
- Rend compte de l'avancement du projet de façon continue et aux dates prévues dans le cycle de vie du projet.
- Se réunit en conférence avec les parties prenantes et expose les problèmes sous une forme susceptible d'être résolue.
- Prépare des documents qui ne se limitent pas à des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour faciliter l'analyse ou la présentation des problèmes; travaille avec divers outils de gestion de projet.
- Approuve le projet.
- Gère le projet pendant l'élaboration, la mise en œuvre et les opérations.
- Veille à ce que le projet soit élaboré et rendu pleinement opérationnel dans les délais convenus.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

### 3.2 G.1 Analyste en géomatique, niveau 2

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :**

- Définit et documente des énoncés détaillés des besoins.
- Analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.
- Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.
- Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.
- Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.
- Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.
- Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.
- Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.
- Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Donne des conseils sur le système d'information géographique (SIG) et la technologie de télédétection et son application.
- Démontre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.
- Planifie et met en œuvre des prototypes fonctionnels.
- Interprète les objectifs du projet et crée des données, des analyses et des produits de sortie appropriés (cartes, rapports).
- Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.
- Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.
- Documente des ensembles de données.
- Conçoit des procédés de traitement d'images d'observation de la Terre (OT).
- Conçoit et rédige des programmes liés au SIG ou à la télédétection.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

### **3.3 G.2 Spécialiste en géomatique, niveau 2**

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :**

- Met en œuvre des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.
- Teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.
- Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Produit les composants d'un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Démonstre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.
- Crée, met à jour, révisé et documente des ensembles de données du SIG ou d'observation de la Terre.
- Crée des données, des analyses et des produits de sortie appropriés (cartes, rapports) pour atteindre les objectifs du projet.
- Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.
- Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.
- Soutient la conception et l'écriture de programmes liés au SIG ou à la télédétection.
- Analyse et traite les images d'observation de la Terre (OT) et les données du SIG.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

### **3.4 G.4 Architecte d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3**

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :**

- Conçoit et propose l'architecture d'applications du projet, dans le cadre de l'architecture globale du système.
- Sélectionne le paradigme et la technologie pour la communication de programme à programme d'application (CPPA) entre les composants.
- Définit les niveaux d'application, les cadres, les types de composants et les interfaces.
- Spécifie et fournit la propriété des composants d'application réutilisables ou du code, des gadgets logiciels et des outils d'application réutilisables.
- Détermine les principaux facteurs opérationnels et technologiques qui influent sur les architectures d'application, comme les besoins de la communauté d'utilisateurs finaux, les



capacités de distribution de logiciels existantes, l'environnement d'application existant (y compris les systèmes existants et intégrés) et les exigences de rendement et de disponibilité, et conçoit l'architecture d'application pour satisfaire à ces considérations.

- Définit les stratégies et les plans de rationalisation et de retrait d'application dans le contexte de la stratégie progressive du projet.
- Dirige l'équipe d'application en ce qui concerne les décisions relatives à l'architecture et examine/autorise les décisions de l'équipe concernant l'architecture.
- Dirige les examens de la conception du code.
- Surveille et soutient la mise en œuvre des applications du système pour s'assurer qu'elles sont conformes à l'architecture d'application, et peaufine l'architecture d'application, au besoin.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

**3.5 G.3 Analyste d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3**

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :**

- Définit et documente les énoncés détaillés des besoins.
- Analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.
- Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.
- Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.
- Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.
- Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.
- Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.
- Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.
- Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Modifie le code manuellement.
- Apporte des changements à l'écran et au rapport.

- Recueille et analyse des données pour la réalisation d'études visant à établir la faisabilité sur le plan technique et économique des systèmes informatiques proposés, et pour l'élaboration des spécifications fonctionnelles et de conception des systèmes.
- Conçoit des méthodes et des procédures pour de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de grands systèmes.
- Élabore, teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.
- Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Fournit des conseils sur la technologie du SIG et son application.
- Conçoit et met en œuvre des prototypes fonctionnels.
- Démonstre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.
- Crée, met à jour, révisé et documente les ensembles de données du SIG dans un environnement prototype.
- Interprète les objectifs du projet et les données, analyses et produits de sortie appropriés.
- Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.
- Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.
- Conçoit et rédige des programmes liés au SIG.
- Fournit une expertise opérationnelle, technique et analytique dans le cadre de projets du SIG en comprenant comment appliquer les principes et les pratiques d'un SIG comme outil d'aide à la décision.
- Convertit les besoins des utilisateurs et les spécifications techniques des systèmes liés à l'espace en applications SIG fonctionnelles et éprouvées, y compris l'élaboration de spécifications de programmation détaillées, l'écriture ou la génération de code, la compilation et l'intégration de programmes et de systèmes axés sur les données, l'interaction avec des bases de données spatiales et la réalisation de tests unitaires.
- Fournit la capacité d'accéder à des images de télédétection qui ne se limitent pas aux données d'imagerie satellitaire d'une base de données. Manipulation, stockage et fourniture de l'accès à l'imagerie de télédétection.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

**3.6 G.7 Programmeur-analyste d'applications des systèmes d'information géographique, niveau 3**

**Les responsabilités peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter :**

- Conçoit l'architecture cible globale du système de TI pour répondre aux exigences dûment établies (fonctionnelles et non fonctionnelles) d'un projet.
- Surveille et soutient l'élaboration du système pour s'assurer qu'il est conforme à l'architecture cible, en peaufinant l'architecture cible, au besoin.
- Assure l'intégration des architectures des composants du système – données, application, infrastructure, etc. – dans l'architecture cible globale du système.
- Assure l'intégration de l'architecture du système dans l'architecture d'entreprise de l'organisme parrain.
- Établit des plans de projet progressifs qui mènent à une architecture cible achevée.
- Dirige l'élaboration des principes directeurs et des plans de l'architecture.
- S'assure de la viabilité globale des systèmes tout au long des phases d'élaboration et de mise en œuvre des systèmes.
- S'assure que la solution et la portée sont conformes aux exigences énoncées (contrôle de la qualité).
- Équilibre les compromis entre les exigences et les coûts du système et la communication des enjeux à l'autorité technique.
- Examine les nouveaux développements, les nouvelles technologies, les normes et les méthodologies qui auront un impact positif sur l'architecture du système, et les intègre dans l'architecture du système.
- Gère l'équipe de l'architecture du système pour atteindre ces objectifs.
- Définit et documente des énoncés détaillés des besoins.
- Analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.
- Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.
- Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.
- Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.
- Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.
- Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.

- Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.
- Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Modifie le code manuellement.
- Apporte des changements à l'écran et au rapport.
- Recueille et analyse des données pour la réalisation d'études visant à établir la faisabilité sur le plan technique et économique des systèmes informatiques proposés, et pour l'élaboration des spécifications fonctionnelles et de conception des systèmes.
- Conçoit des méthodes et des procédures pour de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de grands systèmes.
- Élabore, teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.
- Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.
- Fournit des conseils sur la technologie du SIG et son application.
- Conçoit et met en œuvre des prototypes fonctionnels.
- Démontre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.
- Crée, met à jour, révisé et documente les ensembles de données du SIG dans un environnement prototype.
- Interprète les objectifs du projet et les données, analyses et produits de sortie appropriés.
- Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.
- Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.
- Conçoit et rédige des programmes liés au SIG.
- Fournit une expertise opérationnelle, technique et analytique dans le cadre de projets du SIG en comprenant comment appliquer les principes et les pratiques d'un SIG comme outil d'aide à la décision.
- Convertit les besoins des utilisateurs et les spécifications techniques des systèmes liés à l'espace en applications SIG fonctionnelles et éprouvées, y compris l'élaboration de spécifications de programmation détaillées, l'écriture ou la génération de code, la compilation et l'intégration de programmes et de systèmes axés sur les données, l'interaction avec des bases de données spatiales et la réalisation de tests unitaires.
- Dans le cadre du projet IDSM de la PSM, le Service hydrographique du Canada (SHC) doit fournir l'accès à des images de télédétection qui ne se limitent pas aux données d'imagerie satellitaire, et cette ressource devra avoir l'expérience de la manipulation, du stockage et de la fourniture de l'accès à l'imagerie de télédétection.

**Les spécialités peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter :**

Les suites de produits SIG ESRI, sans se limiter à ArcGIS Online (AGOL), ArcGIS Desktop, ArcGIS Pro et ArcGIS Server.

## PIÈCE JOINTE 1 À L'ANNEXE A INFORMATION DE RÉFÉRENCE

### 1 Applications

**1.1** L'entrepreneur doit fournir des services professionnels en informatique au Service hydrographique du Canada (ministère des Pêches et des Océans) sur demande, au fur et à mesure que les autorisations de tâches (AT) l'exigent. Les AT peuvent être émises pour toutes les catégories de ressources figurant à la section 4 ci-après.

#### **1.2 Prototypage des applications**

Des prototypes de nombreuses applications seront élaborés en parallèle, car plusieurs flux d'activités seront introduits simultanément pour :

- la Planification spatiale marine (secteur des Océans et des Sciences du MPO)
- le Service hydrographique du Canada (MPO)
- la Direction de l'arpenteur général (Ressources naturelles Canada)
- la Garde côtière canadienne (MPO)

##### **1.2.1 Applications de la planification spatiale marine**

Toutes les applications de cartographie et d'analyse spatiale géo-accessibles ci-après devraient exploiter les mêmes sources de données. Il faudra vraisemblablement intégrer de trois à quatre ans de données, puis structurer ces mêmes données dans des applications fonctionnelles afin d'appuyer la production de rapports pour la prise de décisions de haut niveau.

##### **1.2.2 Applications des atlas régionaux**

Les plans spatiaux marins sont adaptés à chaque région unique (baie de Fundy et plate-forme Néo-Écossaise, plateaux de Terre-Neuve et du Labrador, côte nord du Pacifique, mer des Salish, golfe du Saint-Laurent) pour faciliter la gestion des activités humaines et leurs répercussions sur les océans du Canada.

Les produits livrables actuels relèvent, sans s'y limiter, des applications cartographiques Web pour les cinq zones uniques – les atlas représenteront les biorégions (énumérées précédemment). Ces atlas sont des outils de découverte, qui permettent de visualiser l'information géospatiale et de la distribuer aux parties prenantes (internes et externes) dans l'environnement ESRI. Les spécifications des atlas incluront des gadgets logiciels ESRI existants, avec la possibilité de mettre au point des gadgets logiciels personnalisés. De plus, la capacité de traiter de grandes quantités d'information géospatiale est essentielle. On prévoit actuellement un total de six applications, cinq pour les zones existantes et une nationale.

##### **1.2.3 Applications du Service hydrographique du Canada**

###### **1.2.3.1 Cartes de base à plus haute résolution, non destinées à la navigation, élaborées par le SHC (NONNA10 et NONNA2)**

Après la publication et l'utilisation de la carte de base à une résolution de 100 mètres, non destinée à la navigation, pour l'IDSM et la PGF et les Cartes ouvertes/Données ouvertes, le SHC produira une version à plus haute résolution de la carte de base non destinée à la

navigation, qui sera intégrée à l'actuelle application Basemap du SHC. Ces cartes de base présenteront de l'information bathymétrique, des noms d'entités sous-marines, des cartes à l'échelle simplifiées en bleu, en gris foncé et en gris pâle ressemblant aux cartes marines électroniques.

#### 1.2.3.2 PPO - Outil de rapport

Application Web indiquant le nombre d'ensembles de données du MPO téléchargés à partir de la PGF. Il y a quatre zones de rapport : Arctique, Bathymétrie à proximité des rives, Ports et Produits dynamiques. La fonction de découverte de base est une fonction clé de cette application, de même que la création d'un tableau de bord aux fins de la production de rapports. Il faudra peut-être aussi créer une carte récit. L'outil de rapport du PPO existant déjà, il s'agit donc d'un travail d'amélioration.

#### 1.2.3.3 LFM - Zones maritimes officielles du Canada

Application Web décrivant les limites et les frontières maritimes (LFM), présentant l'état actuel et l'évolution à venir. Cette application nécessitera différents niveaux d'accès afin de permettre la distribution d'ensembles de données et de renseignements à diffusion restreinte.

#### 1.2.3.4 Outil d'établissement des priorités du SHC

Outil intégré de planification et de prise de décisions permettant au SHC de choisir et de déterminer les produits et les secteurs qui doivent être prioritaires à l'appui des mises à jour et de l'entretien des produits nautiques du SHC. L'outil d'établissement des priorités du SHC existant déjà, il s'agit donc d'un travail d'amélioration. La fonction de découverte de base est une fonction clé de cette application, avec la possibilité de stocker de grands ensembles de données et de métadonnées. Un tableau de bord peut également être nécessaire, ainsi que la création d'une carte récit.

#### 1.2.3.5 Ports

Application intégrée présentant l'information portuaire à l'échelle du Canada pour les ports recensés par le SHC.

#### 1.2.3.6 Corridors de navigation à faible répercussion dans le Nord

Application intégrée à l'appui de la navigation dans l'Arctique. Cette application existe déjà, mais devra être améliorée à l'aide des derniers gadgets logiciels ESRI pour la découverte des données, ainsi que la possibilité de stocker et d'afficher un grand volume de données et de métadonnées.

### 1.2.4 Applications de la Direction de l'arpenteur général

#### 1.2.4.1 Cadastre marin

Application englobant tous les droits, restrictions et responsabilités accordés au gouvernement du Canada. Cette application reprend la grille du SNRC, les LFM et d'autres cartes de base.

#### 1.2.4.2 Application et carte de base de la grille du Système national de référence cartographique (SNRC)

Il s'agit de la grille initiale utilisée pour le cadastre marin. Cette application doit présenter cette couche et justifier son rôle dans la définition des autres entités juridiques qui seront utilisées dans le cadastre marin. Le présent SNRC dépend étroitement de l'application LFM et de l'ensemble de données correspondant.



- 1.2.4.3 Permis d'exploitation pétrolière et gazière  
Application permettant au personnel du MPO (utilisateurs internes) de visualiser, de rechercher et de créer des permis d'exploitation pétrolière et gazière.
- 1.2.4.4 Zones de protection marine  
Application spécialisée du cadastre marin permettant de décrire les zones de protection marine. Elle servira à décrire les droits, les restrictions et les responsabilités connexes de chaque zone, ainsi qu'à faciliter la création et la désignation de nouvelles zones de protection marine.
- 1.2.4.5 Application/carte de base de la grille du système de grilles discrètes globales (DGGS)  
Il s'agit de la grille initiale utilisée pour le cadastre marin. Cette application doit présenter cette couche et justifier son rôle, de manière descriptive, dans la définition des autres entités juridiques qui seront utilisées dans le cadastre marin. Il s'agira d'une couche supplémentaire qui accroîtra la valeur et l'utilisation de l'application du cadastre marin dans l'IDSM. Le présent SNRC dépend étroitement de l'application LFM et de l'ensemble de données correspondant.

## **1.2.5 Garde côtière canadienne**

### **1.2.5.1 Navires préoccupants**

L'application Navires préoccupants (NP) nécessitera l'élaboration d'un inventaire national (base de données) et d'une application Web reflétant les valeurs de position dans les eaux canadiennes. La base de données sera visualisée sur une plateforme Web, où les utilisateurs pourront interroger, suivre, consigner et mettre à jour les renseignements sur les NP. Des gadgets logiciels clés tels que les rapports, les recherches, les mises à jour d'état et l'analyse spatiale seront nécessaires. De plus, une application mobile (Survey123) sera utilisée pour recueillir des données et alimenter la base de données établie sur les NP. Une application publique sera également mise au point et permettra d'afficher l'information traitée (c.-à-d. l'analyse des points chauds) pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité.

### **1.2.5.2 Infrastructure de géoanalytique marine**

Les principaux utilisateurs de cette application seront les analystes de l'équipe de géoanalytique marine de la Garde côtière, qui se connecte directement au serveur GeoAnalytics. L'application servira notamment à l'analyse des données historiques du SIA. Les produits créés au moyen de cette application (et éventuellement publiés sur des applications Web) seront destinés à une diffusion interne pour le gouvernement du Canada. Une maquette de l'architecture peut être nécessaire afin de faciliter l'installation de GeoAnalytics pour la GI-ST du MPO. Les opérations telles que l'interrogation de grands ensembles de données, la réalisation d'analyses spatiales, l'utilisation d'outils propres à ArcGIS GeoAnalytics, la création et les sorties de cartes thermiques font partie des produits livrables. Il faudra aussi utiliser Python via le serveur.

## **1.2.6 Secteur de l'aquaculture**

Principaux besoins opérationnels

- Améliorer l'accès aux données en ligne et la fonction de découverte. Veiller à ce que les ONGE, les Premières Nations et le public puissent facilement trouver et interpréter les informations pertinentes au moyen d'une application de cartographie Web.
- Activer des outils interactifs riches. Afficher, représenter graphiquement et analyser les activités de l'industrie aquacole et les tendances environnementales.

- Fournir des renseignements contextuels. Superposés à des données brutes pour faciliter l'analyse et l'interprétation de l'information.
- Réduire le retard du côté des rapports publics. Grâce à l'efficacité interne des processus, des formats et des données/rapports publiés.

#### État futur

- Large éventail de voies de présentation de rapports pour répondre aux préférences et aux besoins très variés des intervenants et des partenaires externes.
- Un portail central accessible au public pour les rapports.
- Portail piloté par la plateforme de rapports publics sur l'aquaculture, qui peut être composée de plateformes internes (plateforme du SIG national) ou externes.
- Plateformes distinctes pour les rapports publics et la gestion de la réglementation.
- Rationalisation du flux de données bidirectionnel entre les systèmes (y compris les processus d'extraction, transformation et chargement et le flux d'information en temps quasi réel [le cas échéant]).
- Possibilité que le portail ou la plateforme comprend du contenu et des outils sécurisés des partenaires et de l'industrie (c.-à-d. des capacités de saisie, de modification et de révision des données pour l'industrie).

## 2. Applications des atlas régionaux

L'objectif des applications des atlas régionaux est d'extraire le contenu informatif d'une zone de gestion des risques, de produire un rapport structuré de la zone touchée et de permettre l'extraction de données dans un format compatible avec le SIG. Les couches de données seront regroupées afin de mieux organiser les données et de produire un rapport structuré. La PSM est une approche collaborative et transparente de la gestion des espaces océaniques qui aide à établir un équilibre entre la demande accrue en matière d'activités humaines et la nécessité de protéger les écosystèmes marins. Le processus de PSM réunit les organismes gouvernementaux de réglementation, les groupes autochtones, les intervenants et les collectivités afin de développer une compréhension et une vision collectives d'une aire marine. Les plans spatiaux marins sont adaptés à chaque région unique (baie de Fundy et plateforme Néo-Écossaise, plateaux de Terre-Neuve et du Labrador, côte nord du Pacifique, mer des Salish, golfe du Saint-Laurent) pour faciliter la gestion des activités humaines et leurs répercussions sur les océans du Canada.

## 3. Cartes de base à plus haute résolution, non destinées à la navigation, élaborées par le SHC (NONNA10 et NONNA2)

Le Service hydrographique du Canada a actuellement publié la carte de base à une résolution de 100 mètres, non destinée à la navigation, pour l'IDSM et la PGF et les Cartes ouvertes/Données ouvertes. Le SHC va maintenant augmenter le niveau de résolution des données bathymétriques à 10 et 2 mètres.

## 4. Navires préoccupants

L'objectif principal de ce projet est d'élaborer une application/base de données nationale pour l'inventaire

des navires préoccupants (NP) dans les eaux canadiennes. Cette base de données permettra à l'équipe des NP de visualiser, d'interroger, de suivre, de consigner et de mettre à jour l'information sur les NP. L'équipe des NP disposera d'une interface en ligne qui facilitera les recherches rapides, produira des rapports, enregistrera les données et examinera l'état et l'emplacement spatial des NP. Le résultat escompté sera atteint grâce à la collecte de données sur une plateforme mobile et à la création d'une base de données complète qui répondra aux besoins d'aujourd'hui et fournira une base évolutive permettant une expansion future afin de suivre l'évolution des besoins du programme. Cette information servira à la visualisation des données, ainsi qu'au suivi et à la communication des données pour guider la prise de décisions. Les produits livrables comprennent une application mobile et des applications Web.

- a. **Accessibilité publique** : Le mémoire au Cabinet sur le Plan de protection des océans indiquait de manière générale que l'inventaire sera accessible à tous les partenaires et intervenants (p. ex. provinces, territoires, collectivités côtières, groupes autochtones). Dans un autre document, soit un document d'information en ligne sur la Stratégie nationale relative aux bateaux abandonnés et aux épaves, il est mentionné, sans plus de détails, que l'inventaire sera accessible au public. Une carte interactive des NP, accessible au public, démontrera la transparence du gouvernement en ce qui concerne le traitement des navires préoccupants et donnerait à nos partenaires accès à notre inventaire.
- b. **Accès du public à des renseignements partiels** : Le public pourrait consulter une carte montrant les groupes de navires dans les régions et les zones générales (c.-à-d. des « points chauds »); cependant, l'emplacement précis et d'autres détails ne seraient pas disponibles.

## 5. Secteur de l'aquaculture

L'objectif du MPO est d'améliorer la perception que le public a de l'aquaculture, sa confiance à cet égard et la transparence dans ce domaine. Fournir de l'information fiable qui est facile à trouver, à consulter et à analyser donne lieu à une interprétation publique significative et favorise la transparence de la gestion par le MPO d'un secteur aquacole durable, tout en protégeant l'environnement.

## ANNEXE B

### BASE DE PAIEMENT

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

<b>Période d'option 2</b>		
<b>Catégorie de ressources</b>	<b>Niveau de compétence</b>	<b>Taux quotidien ferme</b>
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

<b>Période d'option 3</b>		
<b>Catégorie de ressources</b>	<b>Niveau de compétence</b>	<b>Taux quotidien ferme</b>
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

## **ANNEXE C**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

(Voir le document en pièce-jointe)

## **APPENDICE A DE L'ANNEXE A**

### **PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES**

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'appendice B de l'annexe A sera remise à l'entrepreneur conformément à la méthode d'attribution indiquée dans l'article du contrat intitulé « Attribution des autorisations de tâches ». Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai de 5 jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches) pour présenter son offre de prix.
2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
  - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
  - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
  - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
  - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
  - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
  - (vi) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait



d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada ne considérera qu'un critère obligatoire est satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera l'entrepreneur par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on l'on considérera pas qu'un critère obligatoire est respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'offre de prix pourrait être déclarée irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

**APPENDICE B DE L'ANNEXE A**  
**FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES**

(Voir le document en pièce-jointe)

## APPENDICE C DE L'ANNEXE A

### CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

#### Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent aux critères d'évaluation ci-après.

Terme	Définition
Intégration de données	La combinaison de processus techniques et opérationnels utilisés pour regrouper des données provenant de diverses sources de manière à obtenir de l'information pertinente et valable. Une solution complète d'intégration de données produit des données fiables provenant de diverses sources.
Systèmes d'information géographique (SIG) d'entreprise	Le SIG d'entreprise est une architecture qui intègre les données et les services géospatiaux et les diffuse à l'échelle de l'organisation. Il fournit une interface pour l'accès multi-utilisateurs aux données spatiales et non spatiales. Il peut également être considéré comme une infrastructure qui permet d'étendre et d'activer les systèmes d'entreprise existants à l'aide de données et de services géospatiaux.
Systèmes d'information géographique	Un système d'information géographique (SIG) est un cadre de collecte, de gestion et d'analyse de données. Ancré dans la science de la géographie, le SIG intègre de nombreux types de données. Il analyse l'emplacement spatial et des couches d'information organisées en vue d'une visualisation à l'aide de cartes et de scènes en 3D. Le SIG révèle des connaissances plus approfondies sur les données, comme les tendances, les relations et les situations, ce qui aide les utilisateurs à prendre des décisions plus judicieuses et à valeur ajoutée.
Domaine maritime	Le domaine maritime s'entend de tout ce qui se trouve sur ou sous la mer, l'océan ou toute autre voie navigable, qui y est lié ou adjacent ou qui borde les voies navigables. Cela comprend toutes les activités connexes, l'infrastructure et les autres moyens de transport.
Développement d'applications SIG	Le processus de création de la cartographie Web. Le développement d'applications SIG est le processus consistant à utiliser des cartes fournies par les systèmes d'information géographique (SIG) sur le World Wide Web. Une carte Web sur le World Wide Web est à la fois servie et consommée. La cartographie Web est donc plus qu'une simple cartographie en ligne : c'est un service qui permet aux consommateurs de choisir ce que la carte va montrer.

Solutions Web	Une application Web est un progiciel accessible au moyen d'un navigateur Web. Le logiciel et la base de données résident sur un serveur central au lieu d'être installés sur le système de bureau et sont accessibles au moyen d'un réseau.
Solutions de la plateforme géospatiale du gouvernement canadien	Les solutions de la plateforme géospatiale du gouvernement canadien sont des infrastructures construites et utilisées pour appuyer les activités gouvernementales dans le domaine géospatial. En voici quelques exemples : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La plateforme géospatiale fédérale (PGF)</li> <li>• L'infrastructure de données spatiales maritimes (IDSM)</li> <li>• Données ouvertes</li> <li>• Cartes ouvertes</li> </ul>
Plateforme géospatiale fédérale (PGF)	La <b>plateforme géospatiale fédérale (PGF)</b> est une initiative du <b>Comité fédéral de géomatique et d'observation de la Terre (CFGOT)</b> , composé de cadres supérieurs de 21 ministères et organismes producteurs ou consommateurs de données géospatiales, ou qui ont un intérêt pour les activités, les exigences et l'infrastructure liées à la géomatique.
Contenu Web géospatial	Produits et activités géospatiaux sur le Web.
Métadonnées Web	Normes mondiales de métadonnées sur le Web, appliquées à l'information géospatiale.
Optimiser	Utiliser au mieux ou le plus efficacement possible (une situation, une occasion ou une ressource).
Données de télédétection	Données de télédétection liées à l'acquisition de renseignements sur un objet ou un phénomène sans contact physique avec l'objet et donc contrairement à l'observation sur place, notamment sur la Terre.
Capacités d'imagerie ESRI	Les services d'images dynamiques permettent de créer des couches d'images accessibles sur le Web, dont le traitement est appliqué à mesure que l'on accède aux données via des applications de bureau, Web et mobiles. L'analyse matricielle permet de traiter rapidement et de conserver d'importantes collections d'images et de données matricielles afin de créer de nouveaux produits d'information.
Diffusion/Exploitation (données)	La diffusion de données est la distribution ou la transmission de données statistiques ou autres aux utilisateurs finaux. Les organisations peuvent communiquer des données au public de nombreuses manières, c.-à-d. sous forme électronique, sur CD-ROM et sous forme de publications sur papier, comme les fichiers PDF basés sur des données agrégées.
Environnement infonuagique	L'environnement infonuagique consiste en la disponibilité, à la demande, des ressources du système informatique, en particulier le stockage des données et la puissance de calcul, sans gestion active directe de la part de l'utilisateur. Ce

	terme est généralement utilisé pour décrire les centres de données accessibles à de nombreux utilisateurs sur Internet.
Cartes	Représentation schématique d'une zone terrestre ou marine montrant des caractéristiques physiques, des villes, des routes, etc.
Traitement des données géographiques	Le <i>géotraitement</i> est une structure et un jeu d'outils permettant de traiter des données géographiques et des <i>données</i> connexes. La suite complète d'outils de <i>géotraitement</i> peut servir à effectuer des analyses spatiales ou à gérer automatiquement des données du SIG.
Certifications Esri	Le programme de certification technique Esri permet d'identifier les personnes qualifiées, capables de mettre en œuvre les pratiques exemplaires relatives à l'utilisation des logiciels Esri.

**Critères obligatoires d'évaluation des ressources (sur demande)**

Afin de faciliter l'évaluation des ressources, l'entrepreneur doit préparer et soumettre une réponse à une autorisation de tâches provisoire à l'aide des tableaux fournis dans la présente annexe. Pour remplir ces tableaux, il faut fournir des renseignements précis qui démontrent les critères demandés et les renvois au numéro de page du curriculum vitae, afin que le Canada puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne doivent pas contenir toute l'information sur le projet tirée du curriculum vitae. Il faut indiquer uniquement la réponse précise.

## 1. Gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (G8 - Niveau 2)

Critères d'évaluation de la ressource		
<b>Catégorie de ressource</b>		Gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (G8 - Niveau 2)
<b>Nom de la ressource proposée :</b>		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
<b>M1</b>	<p><b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource.</b> La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</p> <p>a) la ressource doit être un gestionnaire de projet certifié (GPP ou PRINCE2)</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de cinq années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre de gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 6 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs d'expérience par tâche :</p>	<p>Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le nom de l'organisation cliente;</li> <li>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</li> </ol>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Définit et documente les objectifs du projet; détermine les exigences budgétaires, la composition, les rôles et responsabilités, et le mandat de l'équipe de projet.</li><li>• Gère le projet pendant la collecte initiale des besoins, la mise en œuvre et le démarrage des opérations en s'assurant que les ressources sont mises à disposition, que le projet est établi et rendu pleinement opérationnel selon les délais, les coûts et les paramètres de rendement convenus.</li><li>• Rend compte de l'avancement du projet de façon continue et aux dates prévues dans le cycle de vie du projet.</li><li>• Se réunit en conférence avec les parties prenantes et expose les problèmes sous une forme susceptible d'être résolue.</li><li>• Prépare des documents qui ne se limitent pas à des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour faciliter l'analyse ou la présentation des problèmes; travaille avec divers outils de gestion de projet.</li><li>• Gère le projet pendant l'élaboration, la mise en œuvre et les opérations, approuve le projet, veille à ce que le projet soit élaboré et rendu pleinement opérationnel dans les délais convenus.</li></ul> <p>L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.</p>	3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).
--	---	---

## 2. Analyste en géomatique (G1 - Niveau 2)

Critères d'évaluation de la ressource		
Catégorie de ressource		Analyste en géomatique (G1 - Niveau 2)
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
M1	<p><b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource. La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</b></p> <p>a) la ressource doit détenir une certification ESRI valide.</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de cinq années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre d'analyste en géomatique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 17 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs d'expérience par tâche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définit et documente les énoncés détaillés des besoins, analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.</li> <li>• Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.</li> <li>• Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes,</li> </ul>	<p>Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le nom de l'organisation cliente;</li> <li>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</li> <li>3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).</li> </ol>



	<p>et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.</li><li>• Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.</li><li>• Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.</li><li>• Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.</li><li>• Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li><li>• Donne des conseils sur le système d'information géographique (SIG) et la technologie de télédétection et son application.</li><li>• Démontre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.</li><li>• Conçoit et met en œuvre des prototypes fonctionnels.</li><li>• Interprète les objectifs du projet et crée des données, des analyses et des produits de sortie appropriés (cartes, rapports).</li><li>• Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.</li><li>• Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.</li><li>• Documente des ensembles de données.</li><li>• Conçoit des procédés de traitement d'images d'observation de la Terre (OT).</li><li>• Conçoit et rédige des programmes liés au SIG ou à la télédétection.</li></ul> <p>L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.</p>	
--	--	--

## 3. Spécialiste en géomatique (G2 - Niveau 2)

Critères d'évaluation de la ressource		
Catégorie de ressource		Spécialiste en géomatique (G2 - Niveau 2)
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
M1	<p><b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource. La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</b></p> <p>a) la ressource doit détenir une certification ESRI valide.</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de cinq années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre de spécialiste en géomatique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 11 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs d'expérience par tâche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Met en œuvre des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.</li> <li>• Teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.</li> <li>• Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li> <li>• Produit les composants d'un système opérationnel comprenant tous les</li> </ul>	<p>Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le nom de l'organisation cliente;</li> <li>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</li> <li>3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).</li> </ol>

	<p>formulaire, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Démontre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.</li> <li>• Crée, met à jour, révisé et documente des ensembles de données du SIG ou d'observation de la Terre.</li> <li>• Crée des données, des analyses et des produits de sortie appropriés (cartes, rapports) pour atteindre les objectifs du projet.</li> <li>• Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.</li> <li>• Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.</li> <li>• Soutient la conception et l'écriture de programmes liés au SIG ou à la télédétection.</li> <li>• Analyse et traite les images d'observation de la Terre (OT) et les données du SIG.</li> </ul> <p>L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.</p>	
--	--	--

## 4. Architecte d'applications des systèmes d'information géographique (G4 - Niveau 3)

Critères d'évaluation de la ressource		
<b>Catégorie de ressource</b>		Architecte d'applications des systèmes d'information géographique (G4 - Niveau 3)
<b>Nom de la ressource proposée :</b>		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
M1	<b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource. La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</b>	Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience

	<p>a) la ressource doit détenir une certification ESRI valide.</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de dix années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre de gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 8 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs d'expérience par tâche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conçoit et propose l'architecture d'applications du projet, dans le cadre de l'architecture globale du système.</li> <li>• Sélectionne le paradigme et la technologie pour la communication de programme à programme des applications (CPPA) entre les composants.</li> <li>• Définit les niveaux d'application, les cadres, les types de composants et les interfaces.</li> <li>• Spécifie et fournit la propriété des composants d'application réutilisables ou du code, des gadgets logiciels et des outils d'application réutilisables.</li> <li>• Détermine les principaux facteurs opérationnels et technologiques qui influent sur les architectures d'application, comme les besoins de la communauté d'utilisateurs finaux, les capacités de distribution de logiciels existantes, l'environnement d'application existant (y compris les systèmes existants et intégrés) et les exigences de rendement et de disponibilité, et conçoit l'architecture d'application pour satisfaire à ces considérations.</li> <li>• Définit les stratégies et les plans de rationalisation et de retrait d'applications dans le contexte de la stratégie progressive du projet.</li> <li>• Dirige l'équipe d'application en ce qui concerne les décisions relatives à l'architecture, et examine/autorise les décisions de l'équipe concernant l'architecture, dirige les examens de la conception du code.</li> <li>• Surveille et soutient la mise en œuvre des</li> </ul>	<p>en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le nom de l'organisation cliente;</li> <li>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</li> <li>3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).</li> </ol>
--	---	--

	<p>applications du système pour s'assurer qu'elles sont conformes à l'architecture d'application, et peaufine l'architecture d'application, au besoin.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.</p>	
--	--	--

## 5. Analyste d'applications des systèmes d'information géographique (G3 - Niveau 3)

Critères d'évaluation de la ressource		
<b>Catégorie de ressource</b>		Analyste d'applications des systèmes d'information géographique (G3 - Niveau 3)
<b>Nom de la ressource proposée :</b>		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
<b>M1</b>	<p><b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource. La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</b></p> <p>a) la ressource doit détenir une certification ESRI valide.</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de dix années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre de gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 15 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs</p>	<p>Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les</p>

	<p>d'expérience par tâche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définit et documente les énoncés détaillés des besoins, analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.</li> <li>• Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.</li> <li>• Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.</li> <li>• Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.</li> <li>• Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.</li> <li>• Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.</li> <li>• Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.</li> <li>• Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li> <li>• Modifie le code manuellement.</li> <li>• Apporte des changements à l'écran et au rapport.</li> <li>• Recueille et analyse des données pour la réalisation d'études visant à établir la faisabilité sur le plan technique et économique des systèmes informatiques proposés, et pour l'élaboration des spécifications fonctionnelles et de conception des systèmes.</li> <li>• Conçoit des méthodes et des procédures pour de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de grands systèmes.</li> <li>• Élabore, teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.</li> <li>• Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li> <li>• Fournit des conseils sur la technologie du</li> </ul>	<p>renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le nom de l'organisation cliente;</li> <li>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</li> <li>3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).</li> </ol>
--	---	---

	SIG et son application.	
	L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.	

## 6. Programmeur-analyste d'applications des systèmes d'information géographique (G7 - Niveau 3)

Critères d'évaluation de la ressource		
<b>Catégorie de ressource</b>		Programmeur-analyste d'applications des systèmes d'information géographique (G7 - Niveau 3)
<b>Nom de la ressource proposée :</b>		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux critères d'évaluation :		
ID	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (l'entrepreneur doit insérer les données)
<b>M1</b>	<p><b>Expérience minimale dans la catégorie de ressource. La ressource proposée doit avoir de l'expérience dans la catégorie de ressource proposée, notamment :</b></p> <p>a) la ressource doit détenir une certification ESRI valide.</p> <p>b) la ressource doit avoir un minimum de dix années d'expérience cumulative, au cours des douze années précédant la date de délivrance de la présente AT, à titre de gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique (selon la définition donnée ci-après, au point c);</p> <p>c) au cours de cette période d'expérience, la ressource a exécuté 5 des 37 tâches énumérées ci-après pendant un minimum de six mois cumulatifs d'expérience par tâche :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conçoit l'architecture cible globale du système de TI pour répondre aux exigences</li> </ul>	<p>Inclure la justification de l'expérience démontrée dans le tableau, les curriculum vitae ne sont pas requis. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations relatives à l'expérience en présentant une description du rôle de la ressource identifiée, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui corroborent l'information donnée (p. ex. produits livrables fournis, outils utilisés, méthode appliquée, résultats atteints, etc.), sinon l'expérience ne sera pas prise en considération.</p> <p>S'agissant des projets cités pour démontrer l'expérience d'une ressource proposée, les renseignements suivants DOIVENT être inclus :</p> <p>1) Le nom de l'organisation cliente;</p>

	<p>dûment établies (fonctionnelles et non fonctionnelles) d'un projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveillance et soutien l'élaboration du système pour s'assurer qu'il est conforme à l'architecture cible, en peaufinant l'architecture cible, au besoin.</li> <li>• Assure l'intégration des architectures des composants du système – données, application, infrastructure, etc. – dans l'architecture cible globale du système.</li> <li>• Assure l'intégration de l'architecture du système dans l'architecture d'entreprise de l'organisme parrain.</li> <li>• Établit des plans de projet progressifs qui mènent à une architecture cible achevée.</li> <li>• Dirige l'élaboration des principes directeurs et des plans de l'architecture.</li> <li>• S'assure de la viabilité globale des systèmes tout au long des phases d'élaboration et de mise en œuvre des systèmes.</li> <li>• S'assure que la solution et la portée sont conformes aux exigences énoncées (contrôle de la qualité).</li> <li>• Équilibre les compromis entre les exigences et les coûts du système et la communication des enjeux à l'autorité technique.</li> <li>• Examine les nouveaux développements, les nouvelles technologies, les normes et les méthodologies qui auront un impact positif sur l'architecture du système, et les intègre dans l'architecture du système.</li> <li>• Gère l'équipe de l'architecture du système pour atteindre ces objectifs.</li> <li>• Définit et documente des énoncés détaillés des besoins.</li> <li>• Analyse les exigences fonctionnelles afin d'en dégager les données, les procédures et les flux décisionnels.</li> <li>• Évalue les procédures et les méthodes existantes, définit et documente le contenu des bases de données, leur structure et les sous-systèmes d'applications, et crée un dictionnaire de données.</li> <li>• Définit et documente les interfaces d'opérations manuelles à automatisées des sous-systèmes vers des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes existants.</li> <li>• Définit les sources d'entrée/sortie, notamment un plan détaillé pour la phase de conception technique, et fait approuver le tout.</li> <li>• Définit et documente en détail tous les composants du système, leurs interfaces et leur environnement opérationnel.</li> </ul>	<p>2) Le poste de la ressource affectée au projet;</p> <p>3) La période pendant laquelle la ressource a été affectée au projet, c'est-à-dire les dates de début et de fin (mois/année).</p>
--	--	---



	<ul style="list-style-type: none"><li>• Propose des structures et des fichiers de données, des sous-systèmes et des modules, des programmes, des procédures de surveillance de la production, par lots, en ligne, une stratégie et des systèmes d'essai.</li><li>• Documente la conception du système, les concepts et les installations, présente la conception détaillée du système et obtient l'approbation connexe.</li><li>• Produit un système opérationnel comprenant tous les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li><li>• Modifie le code manuellement.</li><li>• Apporte des changements à l'écran et au rapport.</li><li>• Recueille et analyse des données pour la réalisation d'études visant à établir la faisabilité sur le plan technique et économique des systèmes informatiques proposés, et pour l'élaboration des spécifications fonctionnelles et de conception des systèmes.</li><li>• Conçoit des méthodes et des procédures pour de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de grands systèmes.</li><li>• Élabore, teste et met en œuvre de petits systèmes et des sous-systèmes de grands systèmes.</li><li>• Produit les formulaires, manuels, programmes, fichiers de données et procédures.</li><li>• Fournit des conseils sur la technologie du SIG et son application.</li><li>• Conçoit et met en œuvre des prototypes fonctionnels.</li><li>• Démontre de nouvelles techniques d'analyse et de modélisation.</li><li>• Crée, met à jour, révisé et documente les ensembles de données du SIG dans un environnement prototype.</li><li>• Interprète les objectifs du projet et les données, analyses et produits de sortie appropriés.</li><li>• Restructure des données provenant de diverses sources et en divers formats.</li><li>• Crée, met à jour et tient à jour des procédures et des normes.</li><li>• Conçoit et rédige des programmes liés au SIG.</li><li>• Fournit une expertise opérationnelle, technique et analytique dans le cadre de projets du SIG en comprenant comment appliquer les principes et les pratiques d'un SIG comme outil d'aide à la décision.</li><li>• Convertit les besoins des utilisateurs et les</li></ul>	
--	--	--

	<p>spécifications techniques des systèmes liés à l'espace en applications SIG fonctionnelles et éprouvées, y compris l'élaboration de spécifications de programmation détaillées, l'écriture ou la génération de code, la compilation et l'intégration de programmes et de systèmes axés sur les données, l'interaction avec des bases de données spatiales et la réalisation de tests unitaires.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans le cadre du projet IDSM de la PSM, le Service hydrographique du Canada (SHC) doit fournir l'accès à des images de télédétection qui ne se limitent pas aux données d'imagerie satellitaire, et cette ressource devra avoir l'expérience de la manipulation, du stockage et de la fourniture de l'accès à l'imagerie de télédétection.</li></ul> <p>L'expérience requise peut être démontrée à l'aide d'un ou de plusieurs projets cités en référence par des clients.</p>	
--	--	--

## **APPENDICE D DE L'ANNEXE A**

### **ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES**

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

#### **1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE**

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

#### **2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL**

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâches, les personnes proposées dans la proposition de prix pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâches approuvée, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

#### **3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL**

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux liés à cette autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des conditions générales.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

#### **4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – Anglais**

L'entrepreneur atteste que chaque ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâches :

**Unilingue Anglais** - maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

## PIÈCE JOINTE 1

### FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
<b>Dénomination sociale du soumissionnaire</b>		
<b>Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)</b>	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
<b>Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire</b> [voir les instructions et conditions uniformisées 2003] <b>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]</b>		
<b>Compétence du contrat</b> : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différent de celui précisé dans la demande)		
<b>Anciens fonctionnaires</b> Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions? Oui _____ Non _____ Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui _____ Non _____	

	Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.
<b>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</b> [Indiquer le niveau et la date d'attribution] <b>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</b>	
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que : 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.	
<b>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</b>	

## PIÈCE JOINTE 2

### CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION

#### 1. Résumé de l'évaluation

N°	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O-1 <sup>PC</sup>	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 1</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 2</li> </ul>	
O-2 <sup>PC</sup>	Expérience de l'entreprise (ressources)	
N°	Critères cotés	Nombre maximal de points
R-1	Contrats de référence de l'entreprise	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 1</li> </ul>	100
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 2</li> </ul>	100
R-2	Contrats de référence de l'entreprise	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 1</li> </ul>	100
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat de référence n° 2</li> </ul>	100
<b>Total de points maximum :</b>		<b>400</b>
<b>Note de passage (70 % du total de points maximums)</b>		<b>280</b>

#### 2. Critères obligatoires pour les entreprises

Élément	Critères obligatoires	Expérience confirmée
<b>O1<sup>PC</sup></b>	<p>Le soumissionnaire doit fournir deux contrats de référence de client d'une valeur cumulative facturée de 800 000 \$ (canadiens, taxes incluses) obtenus au cours des cinq dernières années suivant la date d'émission de la présente DP, pour lesquels le soumissionnaire a été engagé pour fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre, à la mise à niveau ou au soutien de la plateforme de systèmes d'information géographique d'entreprise ESRI, sur le nuage et sur place.</p> <p>Remarque : Si le soumissionnaire fournit plus de contrats de référence que le nombre demandé, le Canada évaluera seulement les deux premiers, dans l'ordre dans lequel ils sont présentés dans la soumission.</p>	Le soumissionnaire doit remplir l'annexe A de la pièce jointe 2 - Tableau de réponse sur les références de l'entreprise
<b>O2<sup>PC</sup></b>	<p>Pour l'un des contrats mentionnés au point O1, le soumissionnaire doit démontrer le nombre minimum de jours facturables pour TOUTES les catégories de ressources indiquées ci-après.</p> <p>Pour que la réponse soit acceptée :</p> <p>1) Les jours facturables doivent avoir porté sur la prestation de services professionnels en informatique;</p>	Le soumissionnaire doit remplir l'annexe B de la pièce jointe 2 - Modèle de réponse pour les jours facturables

2) Pour chaque catégorie de ressources, les jours facturables doivent être survenus au cours des sept dernières années précédant la date d'émission de la présente DP;

3) Les jours facturables pour toutes les catégories de ressources doivent avoir été fournis dans le cadre d'un contrat;

4) Le travail facturé pour une catégorie de ressources donnée doit comprendre au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'article 4 de l'annexe A - Énoncé des travaux pour la même catégorie de ressource;

5) Le soumissionnaire doit fournir un modèle de réponse sur les jours facturables dûment rempli (annexe B de la pièce jointe 2).

Catégorie de ressource	Nombre minimum de jours facturables par catégorie de ressource (1 jour facturable = 7,5 heures)
G.8 Gestionnaire de projet de systèmes d'information géographique	156
G.4 Architecte d'applications des systèmes d'information géographique	52
G.7 Programmeur-analyste d'applications des systèmes d'information géographique	156
G.3 Analyste d'applications des systèmes d'information géographique	156
G.1 Analyste en géomatique	260
G.2 Spécialiste en géomatique	156



### 3. Critères d'évaluation cotés

#### R-1 Contrats de référence de l'entreprise

Le soumissionnaire doit fournir un maximum de deux contrats de référence (y compris les deux contrats de référence de l'entreprise [au cours des cinq dernières années] fournis en réponse à O-1) qui démontrent sa capacité à fournir des ressources de services professionnels pour appuyer la mise en œuvre de solutions géospatiales d'entreprise (comme la plateforme géospatiale fédérale [PGF] dans le secteur public ou l'Infrastructure de données spatiales marines [IDSM] dans le secteur privé).

Le soumissionnaire recevra tout au plus **100 points** pour chaque contrat référencé (pour un maximum de 200 points), conformément aux critères décrits dans le tableau ci-après. Si le soumissionnaire ne démontre pas d'expérience pour un critère coté, il obtiendra 0 point; aucun point partiel ne sera accordé pour un seul critère.

Si le soumissionnaire fournit plus de contrats de référence de client que le nombre demandé, le Canada évaluera seulement les deux premiers, dans l'ordre dans lequel ils sont présentés dans la soumission.

R-1 Contrats de référence de l'entreprise				
Élément	Critères cotés	Nombre maximal de points	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (le soumissionnaire doit insérer les données)
<b>Contrat de référence n° 1</b> Nom de l'organisme client : Titre du projet : Nom, numéro de téléphone ou courriel de la personne-ressource : Dates de début et de fin du projet :				
R-1.1	Version de la suite ESRI	10	<b>10 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat était lié à la mise en œuvre de la suite de produits ESRI (ArcGIS Pro, ArcServer, ArcMap, ArcGIS Online).	
R-1.2	Personnalisation de l'application	60	<b>Jusqu'à 60 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait le développement d'applications dans la suite de produits ESRI : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Livraison et personnalisation de contenu de cartographie géospatiale Web = <b>30 points</b></li> </ul>	

			<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement et mise en œuvre de métadonnées Web = <b>10 points</b></li> <li>Intégration de données = <b>10 points</b></li> <li>Mise en œuvre du logiciel ESRI dans le domaine géospatial marin = <b>10 points</b></li> </ul>	
<b>R-1.3</b>	Intégration d'applications	30	<b>Jusqu'à 30 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait l'intégration d'applications : <ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration de la plateforme ESRI dans l'environnement nuagique (Azure ou AWS) = <b>10 points</b></li> <li>Intégration de la plateforme ESRI sur des serveurs SIG (sur site) = <b>10 points</b></li> <li>Intégration d'une organisation cliente du secteur public (c.-à-d. fédéral, provincial ou municipal) au Canada - Solution ArcGIS Online = <b>10 points</b></li> </ul>	
<b>Total de points maximum Contrat n° 1</b>		<b>100</b>		
<b>Contrat de référence n° 2</b> Nom de l'organisme client : Titre du projet : Nom, numéro de téléphone ou courriel de la personne-ressource : Dates de début et de fin du projet :				
<b>R-1.1</b>	Version de la suite ESRI	10	<b>10 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat était lié à la mise en œuvre de la suite de produits ESRI (ArcGIS Pro, ArcServer, ArcMap, ArcGIS Online).	
<b>R-1.2</b>	Personnalisation de l'application	60	<b>Jusqu'à 60 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait	

			le développement d'applications dans la suite de produits ESRI : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Livraison et personnalisation de contenu de cartographie géospatiale Web = <b>30 points</b></li> <li>• Développement et mise en œuvre de métadonnées Web = <b>10 points</b></li> <li>• Intégration de données = 10 points</li> <li>• Mise en œuvre du logiciel ESRI dans le domaine géospatial marin = 10 points</li> </ul>	
<b>R-1.3</b>	Intégration d'applications	30	<b>Jusqu'à 30 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait l'intégration d'applications : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration de la plateforme ESRI dans l'environnement nuagique (Azure ou AWS) = <b>10 points</b></li> <li>• Intégration de la plateforme ESRI sur des serveurs SIG (sur site) = <b>10 points</b></li> <li>• Intégration d'une organisation cliente du secteur public (c.-à-d. fédéral, provincial ou municipal) au Canada - Solution ArcGIS Online = <b>10 points</b></li> </ul>	
<b>Total de points maximum Contrat n° 2</b>		<b>100</b>		

## R-2 Contrats de référence de l'entreprise

Le soumissionnaire doit fournir un maximum de deux contrats de référence (y compris les deux contrats de référence de l'entreprise [au cours des cinq dernières années] fournis en réponse à O-1) qui démontrent sa capacité à fournir des ressources de services professionnels pour appuyer le prototypage d'outils et d'applications ciblés et à valeur ajoutée de prise de décisions SIG.

Le soumissionnaire recevra tout au plus **100 points** pour chaque contrat référencé (pour un maximum de 200 points), conformément aux critères énoncés dans le tableau ci-après. Si le soumissionnaire ne démontre pas d'expérience pour un critère coté, il obtiendra 0 point; aucun point partiel ne sera accordé pour un seul critère.

Si le soumissionnaire fournit plus de contrats de référence de client que le nombre demandé, le Canada évaluera seulement les deux premiers, dans l'ordre dans lequel ils sont présentés dans la soumission.

R-2 Contrats de référence de l'entreprise				
Élément	Critères cotés	Nombre maximal de points	Critères d'évaluation	Expérience confirmée (le soumissionnaire doit insérer les données)
<b>Contrat de référence n° 1</b> Nom de l'organisme client : Titre du projet : Nom, numéro de téléphone ou courriel de la personne-ressource : Dates de début et de fin du projet :				
R-2.1	Télédétection	10	<b>10 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait la préparation, l'installation et l'optimisation de données de télédétection à l'aide des capacités d'imagerie ESRI en vue de leur diffusion et de leur exploitation.	
R-2.2	Géotraitement et applications Web	60	<b>Jusqu'à 60 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait le géotraitement et le prototypage d'applications Web : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications de cartographie Web pilotées par des outils de géotraitement = <b>20 points</b></li> <li>• Géotraitement de données et analyse de données géospatiales à l'aide du logiciel ESRI = <b>20 points</b></li> <li>• Mise en œuvre d'applications de cartographie Web, de flux de données et de géotraitement effectuée dans le cadre d'une certification ESRI valide = <b>20 points</b></li> </ul>	

<b>R-2.3</b>	Relations avec les intervenants	30	<b>30 points</b> - Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait l'animation d'ateliers sur les applications SIG et les besoins en données s'adressant à des intervenants publics ou privés.	
<b>Total de points maximum Contrat n° 1</b>		<b>100</b>		
<b>Contrat de référence n° 2</b> Nom de l'organisme client : Titre du projet : Nom, numéro de téléphone ou courriel de la personne-ressource : Dates de début et de fin du projet :				
<b>R-2.1</b>	Télédétection	10	<b>10 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait la préparation, l'installation et l'optimisation de données de télédétection à l'aide des capacités d'imagerie ESRI en vue de leur diffusion et de leur exploitation.	

<b>R-2.2</b>	Géotraitement et applications Web	60	<p><b>Jusqu'à 60 points</b> – Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait le géotraitement et le prototypage d'applications Web :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications de cartographie Web pilotées par des outils de géotraitement = <b>20 points</b></li> <li>• Géotraitement de données et analyse de données géospatiales à l'aide du logiciel ESRI = <b>20 points</b></li> <li>• Mise en œuvre d'applications de cartographie Web, de flux de données et de géotraitement effectuée dans le cadre d'une certification ESRI valide = <b>20 points</b></li> </ul>	
<b>R-2.3</b>	Relations avec les intervenants	30	<p><b>30 points</b> - Le travail exécuté par le soumissionnaire dans le cadre du contrat comprenait l'animation d'ateliers sur les applications SIG et les besoins en données s'adressant à des intervenants publics ou privés.</p>	
<b>Total de points maximum Contrat n° 2</b>		<b>100</b>		

**ANNEXE A DE LA PIÈCE JOINTE 2**  
**TABLEAU DE RÉPONSE SUR LES RÉFÉRENCES DE L'ENTREPRISE**

Contrats de référence de l'entreprise n° 1		Réponse du soumissionnaire
<b>Renseignements sur le client</b>	Nom de l'organisme client	
	Adresse	
	Référence du contrat	
	Titre du projet	
	Nom et titre de la personne-ressource du client	
	Numéro de téléphone ou adresse électronique de la personne-ressource	
1. Fournir une brève description de la mise en œuvre, de la mise à niveau ou du soutien de la plateforme de systèmes d'information géographique d'entreprise ESRI, sur le nuage et sur place.		
2. Préciser les dates de début et de fin du contrat (MM/AAAA à MM/AAAA).		
3. Préciser le montant total facturé (en dollars canadiens, taxes incluses) au cours des cinq dernières années suivant la date d'émission de la présente demande de soumissions.		
Contrat de référence de l'entreprise n° 2		Réponse du soumissionnaire
<b>Renseignements sur le client</b>	Nom de l'organisme client	
	Adresse	
	Référence du contrat	
	Titre du projet	
	Nom et titre de la personne-ressource du client	
	Numéro de téléphone ou adresse électronique de la personne-ressource	
1. Fournir une brève description de la mise en œuvre, de la mise à niveau ou du soutien de la plateforme de systèmes d'information géographique d'entreprise ESRI, sur le nuage et sur place.		
2. Préciser les dates de début et de fin du contrat (MM/AAAA à MM/AAAA).		
3. Préciser le montant total facturé (en dollars canadiens, taxes incluses) au cours des cinq dernières années suivant la date d'émission de la présente demande de soumissions.		





### PIÈCE JOINTE 3

### BARÈME DE PRIX

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

Période d'option 3		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
G.8. Gestionnaire de projet de Systèmes d'information géographique	2	
G.1. Analyste en géomatique	2	
G.2. Spécialiste en géomatique	2	
G.4. Architecte d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.3. Analyste d'applications de Systèmes d'information géographique	3	
G.7. Programmeur/Analyste Systèmes d'information géographique	3	

## PIÈCE JOINTE 4

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

FP845-190030

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)**  
**LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

**PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Fisheries and Oceans Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction DFO Sciences - CHS	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant			
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Marine Spatial Data InfraStructure (MSDI) contract 2019-2023 development The contractor will gather user requirements and needs for new applications under the Marine Spatial Planning, prepare a mockup of the user needs and have it validated by the Application sponsor to be then transferred to IMTS within DFO for implementation within DFO's Egis servers.					
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis					
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)				<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès					
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion					
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information					
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>				TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>				TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS  
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL  
CONFIDENTIEL



SECRET  
SECRET



TOP SECRET  
TRÈS SECRET



TOP SECRET - SIGINT  
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL  
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET  
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET  
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)****INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui



Government  
of CanadaGouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

FP845-190030

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED  NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL  NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET  COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRES SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

**If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".**

**Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.**

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

**If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).**

**Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).**



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

FP845-190030

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION****13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Chris Hemmingway

Director, Hydrography

[Signature]

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

613-291-2278

chris.hemmingway@dfo-mpo.gc.ca

SEP 11 2019

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Christian Guay

Security Officer

guay,  
christian

Digitally signed by guay, christian  
DN: c=CA, o=GC, ou=DFO-MPO,  
cn="guay, christian"  
Reason: I am the author of this  
document  
Location: your signing location here  
Date: 2019-09-11 10:52:33  
Page 1 of 1 (Page 1 of 1)

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

**15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?**

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No  
NonYes  
Oui**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Hicham Laassouli

Supply Specialist

laassouli, hicham

Digitally signed by laassouli, hicham  
DN: cn = laassouli, hicham c = CA, o = GC,  
ou = PWGSC-TPSGC  
Date: 2019.11.15 09:51:27 -05'00'

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Saumur, Jacques O

Digitally signed by Saumur, Jacques O  
DN: c=CA, o=GC, ou=PWGSC-TPSGC,  
cn=Saumur, Jacques O  
Date: 2017.02.02 11:46:22 -05'00'

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Jacques Saumur  
Contract Security Officer  
Contracts Security Division | Division des contrats sécurité /  
Contract Security Program | Programme de sécurité des contrats /  
Public Services and Procurement Canada | Services publics et Approvisionnement Canada  
Jacques.Saumur@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
Telephone | Téléphone 613-948-1732  
Facsimile | Télécopieur 613-948-1712





# TASK AUTHORIZATION FORM FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

## PART 1 (completed by the Technical/Project Authority) / PARTIE 1 (complété par le Responsable technique / Chargé du projet)

### A. General Information / Informations générales

Contract Number / Numéro du contrat : <input type="text"/>				
Contractor Name / Nom du Contracteur : <input type="text"/>				
Task Authorization (TA) No. / N° de l'autorisation de tâches (AT) :	Commitment No. / N° de l'engagement :	Financial Coding / Code financier :	Date of Issuance / Date d'émission :	Response required by / Réponse requise par :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

### B. For Amendments Only / Aux fins de modification seulement

Amendment No. / N° de la modification :	<input type="text"/>
Reason for the Amendment / Raison pour la modification : <input type="text"/>	

### C. TA Requirements / Exigences relatives à l'AT

Required Resource(s) / Ressource(s) requise(s)

Category / Catégorie	Level / Niveau	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Linguistic Profile / Profile linguistique	Required Level(s) of Security / Niveau(x) de sécurité requis	
					<input type="button" value="+"/>
					<input type="button" value="-"/>

Statement of Work (tasks, deliverables, reports, etc.) / Énoncé des travaux (tâches, livrables, rapports, etc.)

### Period of Services / Période de service:

Initial Start Date / Date de début initiale :	<input type="text"/>	Initial End Date / Date de fin initiale :	<input type="text"/>
Extended End Date (See Reason for the Amendment) / Date de fin prolongée (voir Raison pour la modification) :		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Option To Extend Initial End Date / Option pour prolonger la date de fin initiale			

Travel Requirement(s) / Exigence(s) de voyage :	<input type="text"/>
Work Location(s) / Lieu(x) de travail :	<input type="text"/>

## PART 2 (completed by the Contractor and/or the Technical/Project Authority) / PARTIE 2 (complété par le Contracteur et/ou le Responsable technique / Chargé du projet)

### A. Contractor Resource(s) / Ressource(s) du Contracteur

Note: once approved, only the following resources may provide services under this TA. / Nota : une fois approuvée, seules les ressources suivantes peuvent fournir des services sous la présente AT.



# TASK AUTHORIZATION FORM FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

Name / Nom	Category / Catégorie	Level / Niveau	Linguistic Profile / Profil linguistique	Level of Security / Niveau de sécurité	PWGSC Security File No. / N° du dossier de sécurité TPSGC	
						<div>+ -</div>

## B. Estimated Cost / Coût estimatif

Category / Catégorie	Level / Niveau	Per Diem Rate / Taux journalier	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Total Cost / Coût estimatif	
					<div><div>+</div><div>-</div></div>
Estimated Cost / Coût estimatif					
Total Estimated Travel and Living Cost / Estimé des frais de déplacement et de subsistance				\$0.00	
Taxe rate applied / Taux d'imposition appliqué (%)	14,975	Applicable Taxes / Taxes applicables		\$0.00	
Total Estimated Cost / Coût total estimatif				\$0.00	

## PART 3 - TA APPROVAL BY CANADA / PARTIE 3 - APPROBATION DE L'AT PAR LE CANADA

By signing this TA, the authorized client authority and/or the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the Contract.

En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et/ou l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT est conforme aux conditions du contrat.

The client's authorization limit is **\$250,000.00**. When the value of a TA and its amendments (including GST/HST) is in excess of this limit, the TA must be signed by the authorized client and forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.

La limite d'autorisation du client est **\$250 000,00**. Lorsque la valeur de l'AT et ses modifications (incluant la TPS/TVH) dépasse cette limite, l'AT doit être signée par le client autorisé et transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.

Name of Authorized Client / Nom du client autorisé \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Name of Contracting Authority / Nom de l'autorité contractante \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

## PART 4 - CONTRACTOR SIGNATURE / PARTIE 4 - SIGNATURE DU CONTRACTEUR

Name and Title of individual authorized to sign on behalf of the Contractor / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_